

« Le rideau se lève sur le premier acte, fin mars 1978. La gauche désunie vient de perdre les élections. Elle avait fait campagne pour les 35 heures. Dans son programme de Blois, Raymond Barre avait mentionné les 38 heures "pour les travaux pénibles". Soucieux d'éviter "un troisième tour social", l'Élysée et Matignon renouent avec les syndicats pour panser — ou exploiter — leur déception. De quoi parle-t-on ? De la durée du travail bien sûr. Le 27 avril, Raymond Barre prend sa plume et écrit au CNPF et aux syndicats... » (Emile Favard, *l'Expansion* du 3 octobre 1980).

*Dans un livre qui est un véritable répertoire des arguments du CNPF, on pouvait lire, au printemps 1979 :*

« L'échec de la gauche en mars 1978 n'a pas fondamentalement changé les données du problème. D'une part, les syndicats ont repris à leur compte, avec des variantes, les objectifs du Programme commun. D'autre part, les pouvoirs publics ont marqué leur volonté que soient mises en œuvre des réformes progressives dans ce domaine. Les chefs d'entreprises ont été conscients qu'il faudrait aborder le problème. Ils ont estimé qu'il était préférable à la fois de prendre l'initiative et de saisir l'occasion pour tenter, non pas simplement d'apporter des améliorations de détail dans le cadre actuel, mais bien de refondre le système sur des bases nouvelles permettant d'obtenir une réduction progressive de la durée du travail et des aménagements favorables aux salariés tout en maintenant, et même en améliorant, la production. »

(Olivier Drague : « Vers une autre durée du travail », p. 106. Livre édité aux Editions Chotard, l'entreprise d'édition du vice-président du CNPF).



Le 19 mars 78. Giscard est élu. Le 23 mars 78, Bergeron se précipite à l'Élysée pour légitimer le régime.



Maire et Séguy suivent rapidement le même chemin.

